



Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél.: 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique

Rapport financier 2006

Présenté à l'assemblée générale du CFSI
21 juin 2007

I. RAPPORT DU TRESORIER

Ce rapport présente à l'assemblée générale les grandes lignes de l'évolution de la situation financière par rapport aux orientations et aux objectifs que s'étaient fixé le CFSI. L'annexe présente tous les éléments d'information sur les comptes de l'exercice.

Pour éclairer la situation financière de notre association et ses enjeux à la clôture de l'exercice 2006, je vous propose, comme chaque année, de balayer quelques éléments marquants de l'année écoulée :

- Les sommes allouées aux missions sociales sont en hausse d'environ 40 % par rapport à l'an dernier (32 % pour les actions de développement et 46 % pour celles de plaidoyer / opinion publique) ; au total, elles passent ainsi de 1 185 272 € à 1 633 378 €. Les actions de développement comme d'opinion publique et de plaidoyer se sont donc très largement consolidées en 2006 (notons en passant la mise en place du consortium européen ALIMENT**TERRE** avec SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg et le développement des activités liées au programme société civile).
- Les subventions publiques obtenues en 2006 ont permis à la fois d'assurer un soutien aux membres et de rémunérer le personnel CFSI dans ses fonctions d'animation et de gestion, surtout concernant ALIMENT**TERRE** ;
- Dans ce contexte, les subventions pluriannuelles obtenues en 2004 et 2005 ont permis de compléter les financements obtenus en 2006 et de mener les actions tout au long de l'année. Par conséquent, cette « réserve pluriannuelle » a diminué en 2006 : les ressources affectées à des missions sociales et non encore utilisées (engagement programmes...) ont diminué de 70 % en 2006 et passent de 722 720 € à 188 608 €. Les subventions obtenues en 2006 ont concerné en grande partie les actions de la mission opinion publique et plaidoyer.
- Cette visibilité financière moins importante est due au fait que les années précédentes, nous avons eu constaté des subventions pluriannuelles. Ceci ne doit pas minimiser la mobilisation et la réussite de l'équipe du CFSI dans la recherche de nouvelles subventions. Bien au contraire, d'importants financements ont été obtenus, mais ils n'apparaîtront pas dans les comptes qu'en 2007.
- Le montant des charges de personnel est inférieur à celui de l'exercice 2005 car deux postes de cadres ont été vacants durant trois mois. Comme en 2005, elles représentent 22 % du budget.
- Les ressources issues de la collecte n'ont pas progressé cette année. Dans le détail, par rapport à 2005, la réactivation téléphonique d'anciens donateurs n'a pas été prioritaire. A la place, un travail de fidélisation des nouveaux donateurs a été engagé (passage au prélèvement). Les investissements réalisés dans la collecte de fonds auprès des donateurs ont porté leurs fruits : à la fin décembre 2006, le CFSI avait recruté plus de 3 700 nouveaux donateurs et les ressources de prospection sont passées de 62 490 € à 92 376 €. C'est ce qui a permis de maintenir le montant total de la collecte en 2006 (508 171 €). La collecte nette, quant à elle, a légèrement progressé en raison d'une légère diminution des frais de collecte.

On voit ainsi se dessiner les dynamiques liées à l'activité du CFSI et les enjeux présents pour 2007 :

- Parmi les faits postérieurs à l'exercice et qui sont déterminants pour la visibilité financière de notre association, il est important de préciser que le CFSI a obtenu du Ministère des Affaires étrangères début 2007 différents cofinancements qui assurent la

continuité de ses programmes : la campagne ALIMENTERRE, le programme Algérie, le programme société civile et participation. Ces subventions permettent à la fois d'assurer un soutien aux membres et de rémunérer le personnel CFSI dans ses fonctions d'animation et de gestion.

- Concernant la générosité du public : la stratégie 2007 va consister à poursuivre l'opération de recrutement de nouveaux donateurs et à fidéliser par des opérations spécifiques les nouveaux donateurs. Des efforts particuliers seront réalisés pour obtenir davantage de dons par prélèvement. A fin avril 2007, le nombre de prélèvements était en progression de 23 % en nombre et de 11 % en montant.
- Le compte de résultat 2006 laisse apparaître un solde négatif de 83 314,54 €. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire d'affecter le résultat de l'exercice 2006 au report à nouveau qui sera alors négatif de 65 231,43 €. Ce résultat montre l'enjeu essentiel pour notre association dans les années à venir : couvrir l'augmentation de nos besoins par nos différentes ressources (cofinancements publics, donateurs, mais aussi la recherche de fonds privés). En 2007, il est essentiel de garantir un exercice budgétaire à l'équilibre pour ne pas diminuer plus avant nos fonds propres.

La question posée au modèle économique CFSI pour les prochaines années est donc d'adosser une ressource pérenne de bailleurs de fonds privés en plus des subventions publiques et de la collecte, grâce à une adhésion renforcée et un soutien des membres autour du projet collectif de l'association.

Christophe ALLIOT
Trésorier du CFSI

Raphaël BAROUCH

Expert-Comptable inscrit

Commissaire aux comptes

**COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE
INTERNATIONALE**

C.F.S.I.

**RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

EXERCICE 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- ⇒ Le contrôle des comptes annuels du COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE - C.F.S.I., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ⇒ La justification de nos appréciations,
- ⇒ Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de direction. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9, du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Fonds dédiés

Les fonds reçus et non encore utilisés inscrits au passif du bilan, d'un montant global de 348 698 €, sont récapitulés dans l'annexe « *Passif – au chapitre 4.2* » par nature de programme. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant de l'état d'avancement de l'utilisation de ces fonds et du caractère raisonnable de l'évaluation des fonds dédiés comptabilisés dans les comptes annuels.

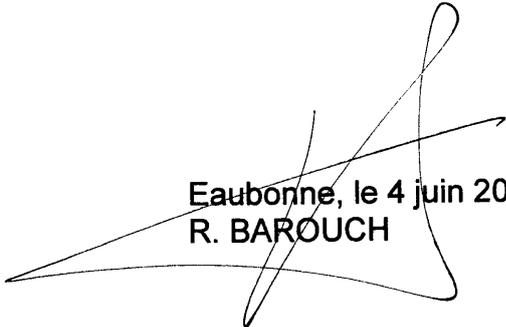
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels et ont contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil de direction et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Eaubonne, le 4 juin 2007
R. BAROUCH



Raphaël BAROUCH

Expert-Comptable inscrit

Commissaire aux comptes

**COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE
INTERNATIONALE**

C.F.S.I.

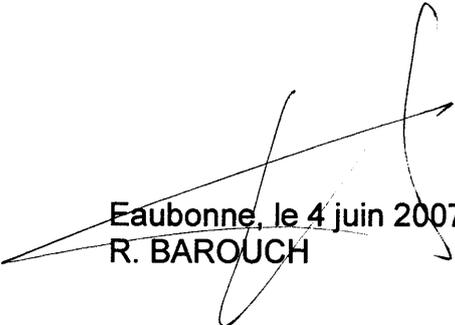
**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

EXERCICE 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 612-5 du Code de Commerce.


Eaubonne, le 4 juin 2007
R. BAROUCH

Raphaël BAROUCH

Expert-Comptable inscrit

Commissaire aux comptes

**COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE
INTERNATIONALE**

C.F.S.I.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES
EXERCICE 2006**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le compte d'emploi des ressources établi par le COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tel qu'il est annexé au présent rapport.

Ce compte d'emploi des ressources a été établi sous la responsabilité du conseil de direction. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité et la concordance avec les documents comptables des informations données dans ce compte d'emploi des ressources.

Nos diligences ont consisté à vérifier que les informations chiffrées données dans le compte d'emploi des ressources concordent avec les documents comptables de l'association et à en apprécier la présentation sincère. Ces vérifications ne constituent pas un audit de ce compte d'emploi et n'avaient pas pour objet de porter un jugement sur l'opportunité des dépenses engagées.

Au préalable, nous avons procédé au contrôle des comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006 et nous avons formulé notre opinion sans réserve dans le rapport général que nous avons émis.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les documents comptables des informations données dans le compte d'emploi des ressources du COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Eaubonne, le 4 juin 2007
R. BAROUCH

CFSI
 32 rue Le Peletier
 75009 PARIS
 77568915100071
 853K

BILAN

ACTIF	Valeurs brutes	Amortis et provisions	Valeurs nettes au 31/12/06	Valeurs nettes au 31/12/05
Logiciels	18 889,16	-13 417,45	5 471,71	7 421,84
Agencement matériel et immobilier	132 011,81	-102 309,60	29 702,21	32 327,72
Dépôt loyer et 1 % logement	33 277,16		33 277,16	32 991,16
TOTAL I Immobilisations	184 178,13	-115 727,05	68 451,08	72 740,72
Créances diverses	194 682,49		194 682,49	177 770,00
Subventions à recevoir	336 911,42		336 911,42	695 666,41
Autres titres	253 984,17		253 984,17	488 588,75
Disponibilités	288 583,31		288 583,31	125 484,56
Charges constatées d'avance	300 125,34		300 125,34	362 932,78
TOTAL II	1 374 286,73	0,00	1 374 286,73	1 850 442,50
TOTAL GENERAL ACTIF	1 558 464,86	-115 727,05	1 442 737,81	1 923 183,22

PASSIF			Valeurs nettes au 31/12/06	Valeurs nettes au 31/12/05
Réserve statutaire			2 299,64	1 908,10
Réserve opération de développement			350 632,74	350 632,74
Report à nouveau			18 083,11	18 083,11
Résultat de l'exercice			-83 314,54	391,54
TOTAL I			287 700,95	371 015,49
Provisions pour risques et charges				7 000,00
TOTAL II			0,00	7 000,00
Fonds dédiés sur subvention			274 135,61	597 918,84
Fonds dédiés sur fonds propres			74 562,86	142 045,41
Dépôts sous locataires bureau			6 996,43	6 940,22
Dettes fourniss. & cptes rattachés			695 723,26	699 761,40
Dettes fiscales et sociales			100 414,17	94 723,96
Produits constatés d'avance			3 204,53	3 777,90
TOTAL III			1 155 036,86	1 545 167,73
TOTAL GENERAL PASSIF			1 442 737,81	1 923 183,22

CFSI
 32 rue Le Peletier
 75009 PARIS
 77568915100071
 853K

COMPTE DE RESULTAT

	exercice 2006	exercice 2005
Achats de marchandises	12 400,07	4 751,38
sous total achat de marchandises	12 400,07	4 751,38
EDF	1 172,25	980,85
Fournitures bureau et entretien	7 056,02	5 872,04
Photocopies	5 002,78	8 838,71
Fournitures actions sensibilisation	17 337,28	4 158,85
Sous traitance	132 351,78	129 221,63
Entretien, assurance, documentation	15 318,02	14 671,62
Loyers et charges locatives	37 588,60	38 980,15
Honoraires et expertise	60 353,35	37 761,89
Impression, publication, publicité	67 330,89	54 430,53
Déplacements et frais de mission	126 391,56	116 401,37
Affranchissement, téléphone, fax	43 117,25	51 987,42
Autres services extérieurs	16 089,80	11 917,09
sous total achats et services	529 109,58	475 222,15
Impôts, taxes et vers/ assimilés	2 044,11	1 994,82
sous total impôts et taxes	2 044,11	1 994,82
Salaires, stagiaires	306 997,13	311 706,96
Charges sociales et formation	172 861,48	191 702,09
sous total charges de personnel	479 858,61	503 409,05
Dotations aux amortissements	11 190,87	10 605,78
sous total dotations aux amortissements	11 190,87	10 605,78
Charges diverses de gestion	4 115,29	848,08
Convention actions développement	712 626,24	504 744,92
Convention sensibilisation, études	266 308,23	106 380,22
sous total autres charges	983 049,76	611 973,22
Engagements à réaliser subventions	119 825,12	596 112,75
Engagement à réaliser fonds propres	68 783,17	126 607,10
sous total engagements	188 608,29	722 719,85
Intérêts et charges assimilées	21,33	17,20
sous total charges financières	21,33	17,20
Charges exceptionnelles	3 954,25	
sous total charges exceptionnelles	3 954,25	0,00
Solde créditeur		391,54
TOTAL GENERAL CHARGES	2 210 236,87	2 331 084,99

	exercice 2006	exercice 2005
Produits pédagogiques et soutien,	20 824,68	6 465,18
sous total ventes	20 824,68	6 465,18
Dons	497 429,96	495 914,81
Collecte subventions et mairie	10 741,05	11 905,32
Legs	68 095,30	76 199,38
sous total collecte	576 266,31	584 019,51
Subventions publiques	796 129,63	1 021 670,47
Subventions privées	15 000,00	56 379,00
sous total subventions	811 129,63	1 078 049,47
Produits divers de gestion	11 531,49	4 375,64
Cotisations CFSI	23 962,25	29 213,58
Cotisations RADIS	13 150,00	11 050,00
Participation part/membre activités	76 641,06	20 500,00
sous total autres produits	125 284,80	65 139,22
Reprise sur subventions	443 608,35	309 724,76
Reprise sur fonds propres	136 265,72	278 432,84
sous total reprises	579 874,07	588 157,60
Produits financiers	6 542,84	9 254,01
sous total produits	6 542,84	9 254,01
Reprises sur provisions	7 000,00	
sous total produits exceptionnels	7 000,00	
Perte	83 314,54	
TOTAL GENERAL PRODUITS	2 210 236,87	2 331 084,99

II. ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2006

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice 2006 a été marqué par :

- un soutien des pouvoirs publics français et européens aux missions du CFSI tant pour les programmes existants (Madagascar, Cambodge, programme société civile et participation, programme ALIMENTERRE) que pour de nouveaux programmes (Algérie) ;
- une difficulté à apporter le complément de fonds privés aux activités tant en raison d'une stagnation des ressources de collecte que d'un manque de fonds en provenance de financeurs privés. Ceci a conduit à un exercice déficitaire de 83 315 € qui réduit de 22 % les fonds propres du CFSI.

2. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les dispositions en vigueur sur l'exercice 2005 ont été maintenues. Il est établi pour les mêmes opérations :

- une comptabilité générale tenue selon le plan comptable général, en particulier celui des associations, aboutissant au bilan et au compte de résultat ;
- une comptabilité analytique qui ventile les charges et les produits par destination, c'est à dire en fonction de chaque objectif ou action ;
- un compte d'emploi des ressources établi selon les directives du *Comité de la Charte* et selon la réglementation des organismes faisant appel à la générosité du public.

Comme les années précédentes, la méthode retenue pour calculer la valeur des placements, consiste à les enregistrer au prix d'achat, la plus value étant constatée lors de leur cession. Il s'ensuit que la valeur réelle du portefeuille calculée en fonction des cours à la fin de 2006 est légèrement différente. La valeur réelle du portefeuille au 31 décembre 2006 et la plus-value latente qui en résulte, sont indiquées plus loin.

Concernant le suivi des programmes co-financés, le compte de résultat retrace les différents mouvements liés aux conventions signées avec les bailleurs de fonds et les organisations membres impliquées dans l'exécution des programmes. A la fin de l'exercice, pour les programmes pluriannuels, les comptes sont arrêtés au regard de l'avancement de chaque programme ou projet. La part des conventions signées avec les organisations membres et correspondant à des charges non réalisées au 31/12/2006 est inscrite en charges constatées d'avance. Autrement dit, tous les engagements pris avant la fin de la clôture de l'exercice sont constatés dans la comptabilité du CFSI.

Les apports en nature des organisations parties prenantes aux actions subventionnées sont introduits au titre des contributions valorisées pour mettre en harmonie la comptabilité analytique avec les tableaux financiers de justification des co-financements. Ces opérations, d'un montant de 80 000 Euros, ne sont pas intégrées dans le compte de résultat.

3. RESULTAT

Le compte de résultat 2006 laisse apparaître un solde négatif de 83 314,54 €. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire d'affecter le résultat de l'exercice 2006 au report à nouveau qui sera alors négatif de 65 231,43 €.

4. INFORMATIONS SUR LE BILAN

4.1 Informations sur les comptes de bilan - actif

Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

IMMOBILISATIONS	Immobilisation 01/01/2006	Augmentation	Diminution	Immobilisation 31/12/2006
Logiciels	18 889	0	0	18 889
Mobilier et matériel de bureau	56 317	0	0	56 317
Matériel informatique	25 856	6 615	1 681	30 790
Travaux 32 rue Le Peletier	44 905	0	0	44 905
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	145 967	6 615	1 681	150 901

Les investissements correspondent à du matériel informatique (ordinateurs, matériel de bureau). La diminution de l'actif immobilisé correspond à la mise au rebut de matériel informatique de plus de 5 ans.

Tableau des amortissements

Le mode linéaire d'amortissement a été retenu pour toutes les immobilisations. Les durées principales d'amortissement sont :

- 12 mois pour les logiciels ;
- 3 ans pour le matériel informatique ;
- 5 ans pour le mobilier et le matériel de bureau ;
- 8 ans pour les travaux.

AMORTISSEMENTS	Immobilisation 01/01/2006	Augmentation	Diminution	Immobilisation 31/12/2006
Logiciels	11 467	1 950	0	13 417
Mobilier et matériel de bureau	51 787	1 756	0	53 543
Matériel informatique	20 792	4 027	1 681	23 138
Travaux 32 rue Le Peletier	22 172	3 458	0	25 630
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	106 218	11 191	1 682	115 727

Immobilisations financières : 33 277,16 € (32 991,16 € au 31/12/05)

Les immobilisations financières concernent :

- le dépôt de garantie pour les locaux du 32 rue Le Peletier 12 450 €
- le compte de prêt auprès de l'OCIL (collecteur du 1 % logement) 20 827 €

Créances diverses : 194 682,49 € (177 770 € au 31/12/05)

- créances des sous-locataires (14 375 €) ;
- produits à recevoir correspondant notamment à des dons et des cotisations dus au titre de 2006 et encaissés en 2007 (37 178 €) ;
- acomptes versés à des fournisseurs, à des membres pour les conventions et autres créances (143 129 €).

Subventions à recevoir au 31/12/2006 : 336 911,42 € (695 666,41 € au 31/12/05)

- 132 567 € d'autres bailleurs de fonds (Fondation de France, F3e, Union européenne) : à la date de l'arrêté des comptes, 96 800 € étaient encaissés ;
- 204 344 € du Ministère des Affaires étrangères : cofinancements pour Madagascar, convention programme : à la date de l'arrêté des comptes en mai 2007 par le conseil de direction, 64 000 € étaient encaissés.

Valeurs mobilières de placement : 253 984,17 € (488 588,75 € au 31/12/05)

Le portefeuille est constitué de placements en SICAV et FCP de capitalisation. Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont valorisées selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Valeur inscrite au bilan au 31/12/2006	253 984,17 €
Plus value latente	1 107,99 €

Charges constatées d'avance : 300 125,34 € (362 932,78 € au 31/12/05)

Ces charges concernent l'exercice 2006 :

- location de la machine à affranchir, contrat d'assistance pour les logiciels de comptabilité et paie et fournitures non consommées au 31/12/2006 (18 736 €) ;
- part non dépensée des conventions signées avec des partenaires et des membres du CFSI pour les programmes de développement (281 389 €), autrement dit la partie non réalisée des programmes qui se déroulent sur une période allant au delà du 31/12/2006.

4.2 Informations sur les comptes de bilan – passif

Fonds propres : 287 700,95 € (371 015,49 € au 31/12/05)

Conformément aux décisions de l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 2006, le résultat de l'exercice 2005 a été affecté à la réserve statutaire.

	01/01/2006	mouvement exercice 2006	résultat 2006	31/12/2006
Fonds propres				
Réserve statutaire	1 908	391		2 299
Réserve opérations de développement	350 633			350 633
Report à nouveau	18 083			18 083
Résultat de l'exercice	391	- 391	- 83 315	- 83 315
Total des fonds propres	371 015	0	- 83 315	287 700

Provisions pour risques et charges : 0 € (7 000 € au 31/12/05)

Une provision pour risques et charges avait été constituée suite à un risque fiscal concernant un legs encaissé en 2003, le légataire ayant un arriéré d'impôts. A la fin de l'exercice 2006, le notaire a transmis le montant à payer aux impôts, soit 3 954,25 €. En conséquence, une reprise a été effectuée et la somme à payer a été constatée en charge exceptionnelle.

Fonds dédiés : 348 698,47 € (739 964,25 € au 31/12/05)

Les fonds dédiés correspondent à :

- la part non utilisée des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets pluri-annuels ;
- la part des engagements pris sur les fonds privés (produits de la collecte) et qui n'a pas encore été totalement utilisée dans le cadre de ces projets pluriannuels.

Fonds dédiés sur subventions

Programme	Solde au 1/01/2006	Dotations	Reprise	Solde au 31/12/06
Coopération	472 023	5 777	317 712	160 088
Opinion publique et plaidoyer	125 896	114 048	125 896	114 048
TOTAL	597 919	119 825	443 608	274 136

La variation de l'exercice s'explique notamment par les reprises sur des subventions pluriannuelles du Ministère des Affaires étrangères (convention programme « société civile et participation », programme à Madagascar).

Fonds dédiés sur fonds privés

Programme	Solde au 1/01/2006	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/06
Coopération	139 131	68 783	133 352	74 562
Opinion publique et plaidoyer	2 914		2 914	0
TOTAL	142 045	68 783	136 266	74 562

La variation de l'exercice s'explique notamment par les reprises sur des fonds privés affectés à des actions pluriannuelles.

Dépôts reçus : 6 996,43 € (6 940,22 € au 31/12/05)

Il s'agit des dépôts versés par les sous-locataires du 32 rue Le Peletier.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés 695 723,26 € (699 761,40 € au 31/12/05)

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés comprennent :

- les dettes fournisseurs (fournitures, services) et les charges à payer : 301 192 € ;
- les dettes liées aux conventions avec les membres et partenaires du CFSI (pour chaque opération, une convention annuelle est réalisée et prévoit un règlement du programme en plusieurs tranches) : 394 531 €.

Ces dettes sont à échéance inférieure à un an.

Détail des dettes fiscales et sociales : 100 414,17 € (94 723,96 € au 31/12/05)

Ces dettes comprennent les rémunérations dues au personnel (notamment les dotations aux congés payés), les charges sociales et les taxes sur les salaires dues au 31/12/06 qui ont été réglées au début de l'année 2007.

Produits constatés d'avance : 3 204,53 € (3 777,90 € au 31/12/05)

Il s'agit d'un remboursement de l'assurance pour un dégât des eaux dont le montant est réparti sur les annuités d'amortissement des travaux.

5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Les éléments précisés ci-dessous concernent les évolutions significatives constatées pour certains postes. Les dépenses par destination sont décrites au chapitre concernant le compte d'emploi des ressources.

5.1 Les charges

Les achats de marchandises : 12 400,07 € 4 751,38 € en 2005)

Les achats de marchandises correspondent aux achats de calendriers vendus au profit du CFSI.

Les achats et services extérieurs : 529 109,58 € (475 222,15 € en 2005)

On constate une progression des achats et services extérieurs qui concerne notamment :

- les fournitures pour les actions de sensibilisation qui incluent l'achat de matériel pour l'exposition interactive ;
- les honoraires dont l'augmentation est liée à la conception de l'exposition interactive « **ALIMENTERRE**, des paysans contre la faim » ;
- les frais de déplacements dont la progression s'explique par le développement des activités liées à la convention programme, au programme Algérie et à **ALIMENTERRE**.

Les charges de personnel : 479 858,61 € (503 409,05 € en 2005)

Le montant des charges de personnel est inférieur à celui de l'exercice 2005 car deux postes de cadres ont été vacants durant trois mois. Comme en 2005, elles représentent 22 % du budget. L'effectif au 31/12/2006 est de 8 équivalents temps plein.

Les autres charges : 983 049,76 € (611 973,22 € en 2005)

Les autres charges incluent les conventions signées avec des membres du CFSI pour les programmes de coopération ou avec des partenaires en région pour la campagne **ALIMENTERRE**. Le détail des bénéficiaires est indiqué dans l'annexe du compte d'emploi des ressources.

Les engagements à réaliser sur les ressources affectées : 188 608,29 € (722 719,85 € en 2005)

Il s'agit des engagements à réaliser sur les fonds affectés à des programmes. La dotation est inférieure à celle constatée en 2005 car cette dernière intégrait des dotations à réaliser sur subventions correspondant à des cofinancements pour des projets pluriannuels qui ont été exécutés en 2006.

5.2 Les produits

L'évolution des produits est décrite dans l'annexe du compte d'emploi des ressources.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires à titre gratuit

Les contributions volontaires à titre gratuit ont été comptabilisées pour prendre en compte les apports en nature des membres et des organisations partenaires aux programmes subventionnés : Algérie, Congo, Madagascar, Commission agriculture et alimentation. Elles se montent à 80 000 € mais ne sont pas incluses dans le compte de résultat.

**COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
COMpte D'EMPLOI DES RESSOURCES 2006 EN EUROS**

EMPLOIS					
RUBRIQUES	Réalisé 2005	2005 en %	Réalisé 2006	2006 en %	varia- tion 2005 2006
* Suivi et animation des programmes	140 978		145 568		
* Programme agriculture et alimentation	277 177		208 764		
* Programme économie sociale et solidaire	138 450		172 740		
* Programme développement de la société civile	148 318		403 083		
Mission sociale développement et coopération	704 923	30%	930 155	42%	32%
* Commission agriculture et alimentation - Coord Sud	125 718		130 079		
* RAADIS (Réseau agriculture et alimentation)	27 755		23 272		
* ALIMENTERRE et autres actions de sensibilisation	326 876		549 872		
Mission sociale opinion publique et plaidoyer	480 349	21%	703 223	32%	46%
TOTAL DES MISSIONS SOCIALES	1 185 272	51%	1 633 378	74%	38%
* Frais de relance et de prospection	151 586		143 275		
* Charges de personnel recherche de fonds	18 137		17 748		
* Frais de traitement des dons (personnel inclus)	42 018		44 451		
TOTAL DES FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE	211 741	9%	205 475	9%	-3%
* Personnel et frais d'information générale	27 750		32 870		
TOTAL INFORMATION ET COMMUNICATION	27 750	1%	32 870	1%	18%
* Locaux et frais de fonctionnement courant	82 779		81 358		
* Instances associatives (personnel inclus)	25 078		14 207		
* Personnel (direction et administration)	75 353		50 386		
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	183 210	8%	145 952	7%	-20%
Charges exceptionnelles			3 954		
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 607 973	69%	2 021 628	91%	26%
* Engagement programmes de développement	596 824		74 560		
* Engagement actions d'éducation au développement	125 896		114 048		
Ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées	722 720	31%	188 608	9%	-74%
Excédent de l'exercice	392				
TOTAL GENERAL	2 331 085	100%	2 210 236	100%	-5%

**COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
COMpte D'EMPLOI DES RESSOURCES 2006 EN EUROS**

RESSOURCES					
RUBRIQUES	Réalisé 2005	2005 en %	Réalisé 2006	2006 en %	varia- tion 2005 2006
* Dons non affectés	507 820		508 171		
* Dons affectés					
Dons	507 820	22%	508 171	24%	0%
* Legs non affectés	76 199		68 095		
Legs	76 199	3%	68 095	3%	-11%
* Mécenat, parrainage et autres concours pri- vés	56 379		15 000		
Subventions privées	56 379	2%	15 000	1%	-73%
* Subventions reçues au titre de cofinance- ments	1 021 670		796 130		
Subventions publiques	1 021 670	44%	796 130	37%	-22%
* Produits d'activités annexes - ventes	6 465		20 825		
Produits des actions de communication	6 465	0%	20 825	1%	222%
* Cotisations	29 214		23 962		
* Cotisations Radis	11 050		13 150		
* Produits financiers	9 254		6 543		
* Participation membres activités et autres produits	24 876		88 171		
Autres produits d'exploitation	74 394	3%	131 826	6%	77%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 742 927	75%	1 540 047	72%	-12%
Report des ressources affectées aux mis- sions sociales et non utilisées	588 158	25%	579 874	27%	-1%
Produits exceptionnels			7 000		
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	2 331 085	100%	2 126 921	100%	-9%
Déficit			83 315		

III. ANNEXE AU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

1. ACTIVITES ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 Rappel de l'objet social et des activités du CFSI

L'objet social du CFSI vise à mener des activités de solidarité internationale qui se traduisent par :

- des opérations de développement au Sud ;
- des opérations de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer.

Ces activités correspondent à la rubrique des missions sociales.

1.2 Evènements significatifs de l'exercice

Missions sociales

L'année 2006 a été caractérisée par une progression des missions sociales (1 185 à 1 633 K€) qui s'expliquent par :

- le développement des activités liées au programme société civile et participation qui comprend à la fois des actions menées par les membres du CFSI avec leurs partenaires et des actions au Congo et en Algérie ;
- la mise en place du consortium européen ALIMENTTERRE avec SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg.

Générosité du public

Les ressources issues de la collecte n'ont pas progressé en 2006. Seule, la collecte nette a légèrement progressé en raison d'une légère diminution des frais de collecte.

	2005	2006	évolution
Collecte brute : dons et collecte municipalités hors don exceptionnel	507 820	508 171	0%
Frais d'appel à la générosité	169 723	161 023	-5%
Frais de traitement des dons	42 018	44 451	6%
Collecte nette	296 079	302 696	2%
Frais de collecte/collecte brute	42%	40%	

Les appels à la générosité du public ont été déclinés par :

- des opérations de fidélisation qui se sont concrétisées par l'envoi de 4 courriers dans l'année aux donateurs et une opération de passage au prélèvement : le montant des dons issus des mailings de fidélisation n'a pas progressé. Par contre, le nombre de donateurs prélevés a progressé de 20 %. Les prélèvements représentent 25 % des montants collectés de l'exercice 2006 ;
- une opération de prospection : le CFSI a terminé début 2006 l'opération de prospection téléphonique démarrée fin 2005. Cette opération est effectuée avec un prestataire qui

garantit un taux de retour de 1, autrement dit sans risque financier pour le CFSI. Fin 2006, le CFSI a démarré une nouvelle opération. Durant l'année 2006, le CFSI a ainsi recruté plus de 3 700 nouveaux donateurs. L'opération doit se terminer à la fin du printemps 2007.

	Nombre de dons 2005	Montant collecté 2005	Don moyen 2005	Nombre de dons 2006	Montant collecté 2006	Don moyen 2006	Evolution nombre de dons	Evolution des montants collectés
Fidélisation	9 867	401 587	41	10 836	404 717	37	10%	1%
Réactivation téléphonique	867	31 838	37	7	337	48	-99%	-99%
Prospection	2 470	62 490	25	3 760	92 376	25	52%	48%
Collecte municipalités	248	11 905	48		10 741		-100%	-10%
Total	13 452	507 820	38	14 603	508 171	35	9%	0%

Faits postérieurs à l'exercice et perspectives d'activités

Concernant les cofinancements, le CFSI a obtenu du Ministère des Affaires étrangères début 2007 différents cofinancements qui assurent la continuité de ses programmes : la campagne **ALIMENTERRE**, le programme Algérie, le programme société civile et participation.

Concernant la générosité du public : la stratégie 2007 va consister à poursuivre l'opération de recrutement de nouveaux donateurs et à fidéliser par des opérations spécifiques les nouveaux donateurs. Des efforts particuliers seront réalisés pour obtenir davantage de dons par prélèvement. A fin avril 2007, le nombre de prélèvements était en progression de 23 % en nombre et de 11 % en montant.

2. REGLES ET METHODES D'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi en reprenant :

- les éléments de la comptabilité analytique pour la présentation des emplois ;
- les éléments du compte de résultat pour la présentation des ressources.

Sa présentation est conforme au modèle du Comité de la Charte. Le total des ressources correspond au total des produits du compte de résultat et celui des emplois à celui des charges du compte de résultat.

3. LES EMPLOIS

3.1 Les missions sociales : 1 633 K€ (1 185 K€ en 2005)

Les coûts 2006

Les missions sociales se déclinent conformément aux objectifs statutaires du CFSI :

- les opérations de développement ;
- les opérations de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer.

Les opérations de développement comprennent :

- les frais de suivi et d'animation des programmes (146 K€) correspondant aux coûts de ressources humaines. Ces frais n'ont globalement pas varié par rapport à 2005 ;
- les actions soutenues au Sud réparties en trois programmes : agriculture et alimentation, (208 K€), économie sociale et solidaire, (172 K€), société civile et participation (403 K€). Ces actions sont soit cofinancées par le Ministère des Affaires étrangères, l'Union européenne et le CFSI (Algérie, Cambodge, Congo - Dialogue citoyen, Madagascar formation professionnelle) soit financés sur les ressources du CFSI.

Les opérations de sensibilisation de l'opinion publique et de plaidoyer (703 K€ réalisés) concernent :

- la campagne **ALIMENTERRE**. Les dépenses engagées sont relatives à des actions auprès du grand public sur Paris et en région, à la publication d'outils pédagogiques et à la venue de partenaires du Sud. Elles incluent la subvention de l'Union européenne reversée à SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg ;
- le Réseau pour des agricultures et une alimentation durable et solidaire (RADIS) dont le CFSI assure le secrétariat ;
- la gestion du consortium agriculture et alimentation (C2A) créé par des membres d'une commission de Coordination Sud.

Sont inclus dans l'ensemble des charges liées à la mission sensibilisation et plaidoyer, 225 K€ de frais de personnel pour l'animation de la campagne, la communication et l'expertise sur la thématique. L'ensemble de ces opérations est financé à 91 % par le Ministère des Affaires étrangères, l'Union Européenne et des ressources privées issues de fondations et des organisations participant à ce travail.

3.2 Missions sociales et dotations aux engagements

Missions sociales et dotations : programmes et bénéficiaires

	Animation et suivi	Programmes	Ressources affectées aux mis- sions so- ciales et non encore utilisées	Total : missions sociales et ressources affectées et non encore utilisées
Missions sociales : partenaires et bénéficiaires				
Cambodge - programme cofinancé MAE/UE - Alim (Cedac, Gret)	0	118 854	0	118 854
Congo - programme cofinancé MAE (FJEC) - dialogue citoyen	31 293	166 283	0	197 576
Madagascar - programme cofinancé MAE (Iredec, Gret) - formation professionnelle	4 807	132 993	0	137 800
Algérie - programme cofinancé MAE	18 603	61 253	5 777	85 633
Société civile et participation - programme cofinancé MAE - (Brésil, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda) Afdi, CGT, Echoppe, Essor, Geres, Gret, Grdr, Unmfreo, Vsf-Cicda)	37 786	175 547	514	213 847
sous total programmes cofinancés	92 489	654 930	6 291	753 710
Programme agriculture et alimentation (Bénin, Brésil, Burkina Faso, Colombie, Mali, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal) - Agir abcd, Afdi, Geres, Gret, Misola, Vsf Cicda		89 910	43 268	133 178
Programme Economie sociale et solidaire (Congo, Mozambique, Togo) - Echoppe, FJEC, Techdev, Essor	0	39 747	25 001	64 748
Suivi général programmes et autres études	53 079		0	53 079
sous total programmes financés par le CFSI	53 079	129 657	68 269	251 005
Sous total développement et coopération	145 568	784 587	74 560	1 004 715
RAADIS - Réseau pour des agricultures et une alimentation durables et solidaires	13 546	9 726	0	23 272
C2A - Consortium agriculture et alimentation cofinancé MAE	17 271	112 808	114 048	244 127
Alimentterre - cofinancé MAE et autres actions sensibilisation	194 514	355 358	0	549 872
Sous total opinion publique et plaidoyer	225 331	477 892	114 048	817 271
Total missions sociales 2006 et dotations aux engagements	370 899	1 262 479	188 608	1 821 986

Ventilation des missions sociales par nature de charges du compte de résultat

	Opinion publique et plaidoyer	Développement et coopération	Total des missions sociales	TOTAL	missions sociales en % compte résultat
Edf	13	0	13	1 172	
Fournitures bureau et entretien	379	3 529	3 909	7 056	
Photocopies et copieur	1 886	929	2 815	5 003	
Fournitures action de sensibilisation	17 315	23	17 337	17 337	
sous total fournitures	19 593	4 481	24 074	30 568	79%
Achat marchandises	282	0	282	12 400	
Sous total achats et services	282	0	282	12 400	2%
Sous traitance	22 186	530	22 716	132 352	
Loyers et charges locatives	463	0	463	37 589	
Entretien, assurances	4 365	908	5 273	15 318	
Honoraires - expertises	43 201	8 688	51 889	60 353	
Impression publication	50 410	1 089	51 499	67 331	
Déplacements et frais de mission	65 152	57 994	123 147	126 391	
Affranchissements téléphone fax	2 699	1 637	4 336	43 117	
Autres services extérieurs	6 420	33	6 453	16 090	
Sous total services	194 897	70 879	265 776	498 541	53%
Impôts et taxe	24	0	24	2 044	
Sous total impôts et taxes	24	0	24	2 044	1%
Salaires	142 363	91 058	233 421	306 997	
Charges sociales	79 383	51 110	130 493	172 861	
Sous total charges de personnel	221 745	142 168	363 914	479 859	76%
Charges diverses de gestion	15	0	15	4 115	
Convention actions développement	0	712 626	712 626	712 626	
Convention sensibilisation et plaidoyer	266 308	0	266 308	266 308	
Sous total autres charges	266 323	712 626	978 949	983 049	100%
Dotations aux amortissements	360	0	360	11 191	
Dotations aux provisions pour risques/charges	0	0	0	0	
Sous total dotations aux amortissements	360	0	360	11 191	3%
Engagement à réaliser sur subvention	114 048	5 777	119 825	119 825	
Engagement à réaliser sur fonds propres	0	68 783	68 783	68 783	
Sous total engagements	114 048	74 561	188 609	188 609	100%
Charges financières	0	0	0	21	
sous total charges financières	0	0	0	21	0%
charges exceptionnelles	0	0	0	3 954	
sous total charges exceptionnelles	0	0	0	3 954	0%
Solde créditeur					
Total charges	817 272	1 004 715	1 821 987	2 210 237	82%

3.3 Les frais d'appel à la générosité : 205 K€ (212 K€ en 2005) et les frais de communication : 33 K€ (28 K€ en 2005)

Les frais d'appel à la générosité du public

Les frais d'appel à la générosité du public sont restés stables en 2006. Ils incluent les frais de fidélisation des donateurs (4 courriers par an), des frais liés à des opérations pour le passage au prélèvement des donateurs recrutés récemment et la poursuite des opérations de prospection de nouveaux donateurs, notamment par une opération de télémarketing.

Les frais d'appel à la générosité incluent 36 K€ de frais personnel : 18 K€ pour la collecte proprement dite et 18 K€ pour le traitement des dons.

Les frais de communication institutionnelle

Les frais de communication incluent des charges de personnel (24 K€), des frais d'honoraires, de sous-traitance et les frais d'impression.

3.4 Les frais de fonctionnement : 146 K€ (183 K€ en 2005)

Les coûts 2006

Les frais de fonctionnement incluent la vie associative, les frais de fonctionnement structurel du CFSI (administration, locaux). La baisse des frais de fonctionnement constatée en 2006 s'explique par des recrutements tardifs pour les projets qui ont impliqué que la direction affecte davantage de temps à la mise en œuvre de ces projets.

Evolution de 2001 à 2006

	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006
Fonctionnement	138 933	145 335	147 366	161 886	183 210	145 952
en pourcentage du budget	6%	9%	9%	9%	8%	7%

3.5 Ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées 188 K€ (723 K€ en 2005)

Les ressources affectées aux missions sociales et non encore utilisées concernent les ressources des programmes non réalisés au 31/12/06 mais pour lesquels le CFSI est engagé dans le cadre de conventions pluriannuelles avec les bailleurs et les membres.

4. LES RESSOURCES

Les ressources inscrites au compte de résultat de l'exercice 2006

Les ressources inscrites au compte de résultat sont inférieures de 12 % à celles de 2005 qui incluaient des cofinancements pluriannuels. Ceux-ci ont financé une partie des activités réalisées en 2006.

Les ressources comprennent :

- des dons dont le montant est resté stable ;

- des legs : le montant des legs encaissés est moins important qu'en 2005 ;
- des subventions privées et publiques : elles incluent les cofinancements du Ministère des Affaires Etrangères (ALIMENTERRE, Algérie, consortium Agriculture et alimentation, programme Madagascar) et de l'Union européenne (ALIMENTERRE, Cambodge). Le cofinancement de la convention programme avait été constaté en 2005 et a été utilisé en 2006. Il figure dans les reprises sur engagements ;
- des produits divers (cotisations, ventes de calendriers etc.).

Les dons

Cf. 1.2 de l'annexe au compte d'emploi des ressources.

Les legs : 68 095 € (2005 : 76 199 €)

Les legs sont comptabilisés au moment de l'encaissement. 3 legs non affectés ont été encaissés au cours de l'exercice.

Les subventions publiques et privées : 811 130 € (2005 : 1 078 049 €)

ORIGINE	OBJET	MONTANT
Ministère des Affaires étrangères	Madagascar	80 000
Ministère des Affaires étrangères	ALIMENTERRE	150 000
Ministère des Affaires étrangères	c2a	99 214
Ministère Jeunesse et Sport	ALIMENTERRE	3 795
Ville de Paris	ALIMENTERRE	12 000
Union européenne	Cambodge	84 920
Union européenne	Education au développement	40 472
Union européenne	ALIMENTERRE	309 708
Autres subventions		16 021
sous total subventions publiques		796 130
Fondation de France	ALIMENTERRE	15 000
sous total subventions privées		15 000
TOTAL		811 130

Les reprises sur ressources affectées : 579 874 € (588 158 € en 2005)

Il s'agit de reprises effectuées au cours de l'exercice 2006 sur des ressources affectées à des actions pluriannuelles.

Les ressources affectées aux missions sociales et non utilisées concernent des

- reprises sur des fonds dédiés sur subventions, soit 443 608 € pour les programmes au Cambodge, convention programme société civile et participation, Madagascar) ;
- reprises sur fonds privés, soit 278 433 € pour différents programmes.

5. AUTRES INFORMATIONS

Ressources humaines

Effectif salarié au 31/12/2006

8 équivalent temps plein.

Montant global des 5 salaires bruts annuels les plus élevés :

197 924 €

Fonctionnement statutaire et gestion désintéressé

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil de direction.

Liste des filiales et autres organismes

Néant